

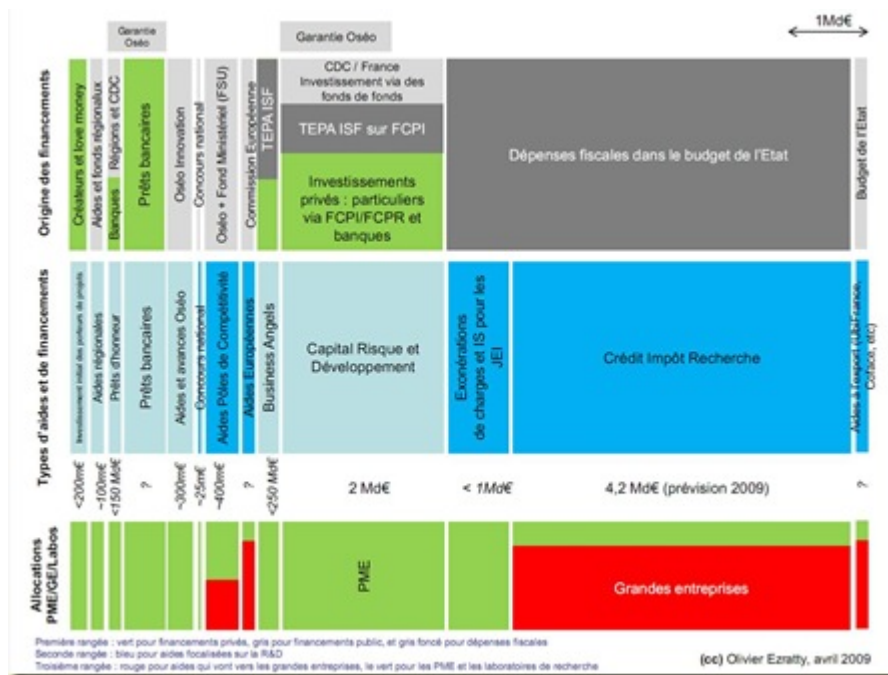


Financement public et privé de l'innovation

Etant en train de procéder à la mise à jour de printemps du **Guide sur l'Accompagnement des Startups high-tech en France**, j'y ai intégré le fonctionnement de **France Investissement**, un outil créé par le gouvernement en 2006 pour alimenter le système du capital risque français. A ce jour, il contribue pour à peu près un tiers au financement du capital risque et développement français ! Ce n'est pas rien et ce n'est pas bien connu.

Alors, je me suis dit que tout cela valait bien un petit schéma pour décrypter les grandes masses du **financement de l'innovation en France**. Le voici le voilà donc ! Mais c'est encore un outil en devenir car il me manque pas mal de données pour le rendre exact. Les ordres de grandeur semblent cependant corrects dans l'ensemble.

Télécharger le fichier PDF du schéma.



Que montre ce schéma ?

- Que les trois quarts du financement de l'innovation en France sont d'origine publique. Et dans ce financement public, les deux tiers au moins sont des dépenses fiscales, même si le CIR n'est pas à proprement parler une dépense fiscale et relève plutôt d'une subvention sur dépenses.
- Plus de la moitié du financement de l'innovation est focalisé sur la R&D y compris pour les sociétés qui sont sorties du cadre de l'amorçage – cela comprend les grandes entreprises qui trustent environ les trois quarts du CIR. Ceci confirme une intuition que je relaye depuis quelque temps sur ce blog sur le poids trop

élevé de la R&D dans les aides publiques. Sachant que les autres sources de financement couvrent aussi la R&D pour une part, mais de manière non exclusive.

- Quand on ajoute l'impact de la loi TEPA-ISF, on s'aperçoit que l'Etat finance en fait directement ou indirectement la moitié du capital risque français ! Sans pour autant avoir réellement augmenté le poids des investissements dans le capital d'amorçage de la part des VCs.
- Que le poids des investissements des business angels (estimé ici à la louche à moins de 250m€) est encore marginal par rapport à celui du capital risque.
- Que les aides publiques sont des facto étalées dans l'ensemble du cycle de développement des PME innovantes : de l'incubation jusqu'au développement (late stage pour ce qui est du capital risque).
- Que la part des aides spécifiques sur le développement du business et de l'export est ridicule.
- Que la part des aides régionales est encore marginale par rapport au total de l'investissement public.
- Qu'en amont de tout cela, les aides à l'incubation, notamment pour les jeunes qui sortent de l'enseignement supérieur, ne sont pas bien significatives.

Les chiffres indiqués dans ce schéma sont donnés à la louche et que je suis preneur de sources de données permettant de rendre cette perspective plus proche de la réalité ! Notamment, sur le poids des prêts bancaires aux PME innovantes, qui est difficile à estimer, tout comme le poids des aides européennes. Et le schéma n'intègre pas le budget de la recherche publique française qui approche les 30Md€, ni les maigres financements privés qui alimentent la recherche publique, ni les aides génériques aux PME (innovantes ou pas), notamment celles qui ont été créées à l'occasion du plan de reprise.

Il reste à créer le même schéma pour les USA ! Au nez, on aurait évidemment moins d'aides publiques, mais il y aurait tout de même des dépenses fiscales. A ceci près qu'elles seraient moins spécifiques à la R&D comme en France. Les exonérations diverses d'impôts concernent les investisseurs privés et les fonds d'amorçages. Il n'y a pas de CIR là bas. On verrait aussi que le poids des business angels est similaire à celui du capital risque (\$29B chacun en 2007). On pourrait aussi comparer le poids de la commande publique dans les PME innovantes, mais les sources de données sont difficiles à trouver de part et d'autre de l'Atlantique.

So what ?

Ce schéma montre l'énorme poids du CIR et cela m'interpelle. Je me demande s'il n'y a pas une fuite dans le réservoir et qu'elle n'arrose pas au bon endroit pour faire éclore les innovations. Les innovations rappelons le, sont les nouvelles technologies qui trouvent leur marché et des clients – si possible à l'échelle mondiale, et pas des inventions qui sortent juste des laboratoires à l'état de produit plus ou moins fini... !

Il montre aussi l'effort qui reste à accomplir pour augmenter la part du financement d'amorçage via les business angels. Et aussi que le capital risque français n'est pas si "risque" que cela et fonctionne sous une sacrée perfusion du financement public. Sans compter qu'Oséo garanti les investissements dans les FCPI à hauteur de 70% ce qui limite les pertes des fonds à 30%.

Je vous invite à réagir :

- Pour compléter les informations chiffrées et les sources de financement publiques comme privées qui manqueraient dans le schéma.

-
- Pour en tirer des leçons éventuelles.
 - Faire d'éventuelles propositions de réallocations de ces grandes masses... (en période de pénurie, il est toujours bon de raisonner à périmètre constant).

Cet article a été publié le 18 avril 2009 et édité en PDF le 16 mars 2024.
(cc) Olivier Ezratty – “Opinions Libres” – <https://www.oezratty.net>